Cassese (Sabino). – Lo Stato fascista

Tommaso Vitale

▶ **To cite this version:**

Tommaso Vitale. Cassese (Sabino). – Lo Stato fascista. Revue française de sociologie, 2011, 52 (3), pp.609-612. 10.3917/rfs.523.0603 . hal-01045187v2

HAL Id: hal-01045187

https://sciencespo.hal.science/hal-01045187v2

Submitted on 19 Oct 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

système conçu pour protéger l'intérêt des firmes, une profession devient un acteur-clé dans un processus de progrès social considérable. Dans ce monde également, l'ère Reagan semble plus douce… La question se pose alors de savoir si ce monde enchanté est américain. La comparaison rapidement esquissée avec la France (p. 7, p. 19) le suggère. Ou ce monde enchanté est-il celui d'une certaine sociologie (d'un sociologue ?) résolument optimiste ? On peut notamment se demander si une question différente (notamment celle *des effets* de ces programmes) ne produirait pas une image différente. Il y a enfin lieu de se demander, si, avec la même question et les mêmes données, mais un peu plus de cynisme, il ne serait pas possible de raconter l'histoire du développement d'une profession, qui certes lutte contre les discriminations au travail, mais protège surtout l'intérêt des firmes, et sans doute plus encore son propre intérêt en tant que communauté professionnelle…

Une seconde série de commentaires concerne la question de l'État, sa définition et ses transformations. Quelles sont les caractéristiques de l'État américain, au-delà des qualificatifs renvoyant à sa faiblesse et sa fragmentation – qualificatifs d'autant plus insuffisants seuls qu'ils ne renvoient à aucun des travaux classiques sur la formation de l'État américain et le mythe du « *weak State* » ? Et quelles sont ses frontières ? Au fil du texte, ce qui est désigné comme « État » recouvre un agrégat : la présidence, le congrès, le système judiciaire. À différents moments, il semble que l'État se définisse principalement par sa capacité régulatoire, Dobbin allant jusqu'à faire cette proposition stimulante, mais audacieuse, en introduction : « Les firmes sont devenues des États en elles-mêmes. » (p. 2). Une seconde interrogation porte sur la transformation de l'État. La communauté des professionnels de ressources humaines est le principal agent du changement, en même temps qu'elle est elle-même sujette à une profonde transformation. Mais qu'en est-il de l'État : est-il transformé par ce processus ? Une part du ressort argumentatif repose sur une forme de naïveté de l'État faible, fort quasiment malgré lui, et comme surpris de cette force. Mais l'État n'est-il pas plus conscient de la force de sa faiblesse que ne le donne à voir la perspective de Frank Dobbin ? Ce processus est-il véritablement inattendu et surtout incontrôlé ? L'activation de la mise en conformité endogène (*endogenous compliance*) ne serait-elle finalement pas plus une façon de gouverner qu'une conséquence vertueuse inattendue de l'État faible ? Ces interrogations ne constituent pas une remise en cause fondamentale d'un ouvrage passionnant et convaincant, qui représente à bien des égards un exemple d'étude sociologique, tout particulièrement dans sa réussite à revisiter une histoire souvent racontée à la lumière d'un argument neuf étayé par une belle architecture conceptuelle.

Pauline Ravinet

CERAPS – Université Lille 2
CSO – Sciences Po

Cassese (Sabino). – *Lo Stato fascista*.

Bologna, Il Mulino (Saggi), 2010, 160 p., 14 €.

Faisant fi des convenances, Juan Jose Linz ne fit pas dans la demi-mesure. Clair et direct, l'avis du célèbre sociologue et politiste de Yale demeure incisif après bien des années : « Bien que les archives italiennes soient accessibles depuis longtemps, les chercheurs en science politique n'ont pas contribué de manière remarquable à l'approfondissement de la connaissance systématique de la nature et de la transformation du gouvernement fasciste italien, ni à celle des motifs pour lesquels le totalitarisme ne connut pas son développement complet en Italie. » (*Totalitarian and authoritarian regimes*,

Lynne Rienner, 2000, p. 17 ; ma traduction. Ceci vaut pour toutes les citations).

Le dernier ouvrage de Sabino Cassese constitue en revanche un indéniable pas en avant dans cette direction. Professeur de théorie et d'histoire de l'État à l'École normale supérieure de Pise, juriste de renommée internationale, juge à la Cour constitutionnelle italienne, ancien ministre de la Fonction publique, ses premiers travaux sur la politique industrielle fasciste remontent à 1957 (dans *Studi politici*) et arrivent à maturité avec une série d'articles publiés en 1968 et 1969 sur les corporations, l'intervention publique dans l'économie et les institutions fascistes. Tant d'années plus tard, durant lesquelles Cassese a continué à lire les travaux des historiens, des politistes, des sociologues et des juristes sur la question, ce nouveau livre constitue un point de référence incontournable non seulement pour le débat sur les modèles d'État autoritaire en sociologie politique, mais aussi pour la réflexion sur la nature de l'État moderne et pour la réflexion méthodologique sur le rapport entre analyse historiographique et approche comparative. L'ouvrage a un intérêt supplémentaire et spécifique dans le contexte italien, où les aspects relatifs à la concentration des pouvoirs et à la personnalisation durant la période fasciste suscitent encore un large débat. Dans le cadre de cette discussion, les élaborations documentées sur la nature de l'État fasciste constituent un enjeu majeur, mais je ne m'attarderai cependant pas sur ce dernier point.

Écrit dans le cadre de séminaires organisés en 2009 et 2010, largement doté de références archivistiques et bibliographiques détaillées, l'ouvrage se divise en deux grandes parties. La première discute les traits essentiels de l'État italien durant la période fasciste, en particulier les éléments de continuité entre État libéral, État fasciste et État démocratique, et revoit de manière analytique le débat sur la valeur heuristique de la notion de totalitarisme pour mettre en lumière la variété et la nouveauté des facteurs qui conduisirent au succès de « l'expérience fasciste ». Dans la seconde partie de l'essai, l'auteur se concentre sur l'articulation entre le corporatisme fasciste et ce qu'il définit comme la première crise de l'État, qui se manifeste dès le début du XX^{e} siècle puis avec davantage d'intensité après la Première Guerre mondiale, et a pour origine l'intérieur de l'État suite à l'élargissement de la base étatique, au développement des services publics destinés à réduire les inégalités et à la forte conflictualité sociale.

Le point de départ de l'analyse est classique mais convaincant : l'auteur s'interroge sur la forme du pouvoir de l'État durant les vingt ans de domination fasciste. L'État fasciste se caractérisait par un pouvoir concentré, pluralisé et institutionnellement personnalisé : c'est dans l'apparente contradiction entre ces derniers termes que repose la force de l'analyse de Cassese.

La *concentration* du pouvoir a été le produit non seulement de la conquête de l'État par le mouvement fasciste, mais aussi de celle du fascisme de la part de l'État (intégration du parti dans l'État et correspondance entre les responsabilités au sein du parti et les charges publiques), puis de la conquête de la société civile par l'État « fascisé » (suppression du droit de vote dans les syndicats, dans les corporations et à la *Camera dei fasci e delle corporazioni*).

En concentrant le pouvoir dans le gouvernement et en « absorbant » la société civile dans l'État, le régime se *pluralisait*, monolithe dans le même temps qu'incubateur de collectivités et de corporations. Au sein des corporations se reproduisaient les conflits de classe : la conflictualité sociale fut importée à l'intérieur de l'État pour être contrôlée. Les institutions furent dédoublées, de nouveaux organes spéciaux s'ajoutant à ceux déjà existants (aux flancs de la police, la Milice volontaire ; aux côtés de l'ordre judiciaire, le Tribunal spécial pour la sécurité de l'État, etc.). On assistait ainsi à une

grande production de nouveaux organismes *ad hoc*, véritables « administrations parallèles ». Cette pluralisation n'était pas la caractéristique du seul centre, mais aussi celle de la périphérie, où aux côtés des Préfets se trouvaient les secrétaires fédéraux du parti et les puissants dirigeants locaux des grands organismes publics, pluralisation non pas sociale mais politico-administrative, « en fonction du *divide et impera* de l'arbitre installé au sommet de l'édifice » (p. 84).

Le régime étatique fasciste, bien qu'organisé, pluralisé et complexe, s'est tourné vers une forte personnalisation institutionnalisée du pouvoir. Mais pas de manière césariste, extérieure au droit, fondée sur le charisme. Cette personnalisation a été codifiée avec précision (par l'intermédiaire d'une loi spécifique en 1925) et a conduit au cumul des charges, à faire des ministres de simples exécutants de la volonté du *Duce*, à surplomber le Roi, et à attribuer une importance centrale aux bureaux de la Présidence du Conseil.

Ces trois traits principaux du pouvoir fasciste, qui en représentent une sorte de « constitution matérielle », sont fondamentaux pour comprendre non seulement les stratégies institutionnelles du fascisme, mais plus largement les nuances et les tensions d'un État qui fut étatiste, mais avec une forte pluralisation du pouvoir public ; qui, autocratique et absolutiste, ne cessa jamais de déclarer qu'il rendait des comptes aux masses ; qui, concentrant le pouvoir dans l'État, laissa un espace à la religion et à l'Église catholique ; qui fut césariste, mais avec une forte composante corporatiste ; qui aspira au totalitarisme, mais toléra des corps intermédiaires ; qui fut autoritaire, mais sensible à la mobilisation des masses, à l'intégration d'une participation active en dépit de l'absence de pluralisme politique. L'exercice du pouvoir exploita les éléments autoritaires du précédent État libéral, en introduisant de nouveaux éléments de types césariste et totalitaire, avec un objectif marqué de rationalisation dans le cadre de la gestion de la crise économique de 1929.

D'un point de vue théorique, il est important de noter pour la sociologie de l'État que l'approche de l'auteur, à partir notamment d'une analyse des différentes influences dans la construction des objectifs de rationalisation, est parvenue à introduire davantage d'ordre dans le débat sur les éléments de continuité et de discontinuité dans l'État italien entre le *ventennio fascista* et la période précédente. Comme pour toutes les dynamiques de changement institutionnel, nous savons bien que les inerties et les innovations s'entremêlent inextricablement, avec des effets confondants pour les chercheurs. Le fascisme est vu par l'auteur comme un « système d'*institutional layering*, dans lequel il faut discerner des éléments contradictoires, mais qui se tiennent ensemble, donnant le jour à un édifice boiteux ayant survécu à deux décennies » (p. 81). Pour comprendre les raisons du maintien de cet « édifice boiteux », les critères d'analyse permettant de mettre de l'ordre parmi les composantes de l'État sont fondamentaux. Les formes du pouvoir et les types d'objectifs de politique publique sont les instruments analytiques que l'auteur mobilise pour mettre en ordre un ensemble de normes, de pratiques extralégales et de représentations rituelles mobilisées dans les champs de la presse périodique, des associations, du syndicat et du parti, de la propagande (et de la liberté d'opinion), de la police, du système politico-administratif et de l'ordre corporatiste.

Un élément d'intérêt pour la sociologie de l'État tient à la distance que l'auteur instaure vis-à-vis d'une analyse de l'État en tant que simple approche institutionnelle, de normes, organes et procédures. Il l'enrichit ainsi d'une analyse du débat intellectuel et idéologique autour de la justification des choix de régulation, ainsi que d'une analyse du développement économique et de la structure sociale du contexte dans lequel les insti-

tutions opèrent. Cette opération n'a bien évidemment rien d'inédit, mais elle est très bien menée. La manière dont la composition institutionnelle est étudiée est également particulièrement digne d'intérêt. Elle ne vise pas à rendre compte de sa charpente juridique, mais tente de saisir les traces de ses dimensions sociologiques, c'est-à-dire de montrer les articulations de la structure sociale qui sont « importées dans les institutions et se laissent voir dans celles-ci » (p. 87).

La grande attention portée dans la seconde partie du livre au corporatisme, à ses réalisations comme à sa propagande, offre un autre matériau d'un intérêt certain pour la sociologie de l'État. L'étude de la régulation de la production économique à travers l'organisation corporatiste montre une *division du travail* entre a) l'intervention publique réalisée en dehors des corporations face aux grandes entreprises et aux banques ; et b) une intervention par l'entremise des corporations dans le tissu des petites et moyennes entreprises, pour les protéger de la concurrence étrangère, les contraindre à une méthode de concertation, et favoriser la mise en réseau. Avec trois conséquences : 1) la conception d'une stratification ordonnée d'interventions, là où les corporations ne furent pas utilisées en tant qu'instruments de politique économique dans tous les secteurs et à tous les niveaux ; 2) une place centrale de longue durée dans l'histoire de l'État italien de la question de la défense et du soutien de la petite et moyenne entreprise à travers la construction concertée d'interdépendances ; 3) une analyse de l'État fasciste corporatiste en termes d'effets de hiérarchisation de la société, dans la mesure où il porta des particularismes locaux de longue durée ainsi que de nouveaux « corps » d'intérêts nationaux à l'intérieur de l'État.

Attardons-nous sur ce dernier point. Cette capacité de hiérarchisation (« verticalisation ») est une fonction vis-à-vis de laquelle beaucoup de sociologues entretiennent aujourd'hui une grande nostalgie, l'invoquant sans nuances et sans mémoire de ce qu'impliqua la manière fasciste de verticaliser la société, en termes d'élimination de la compétition sur fond électoral et de possibilité de représentation publique du conflit social. Il convient en ce sens de rappeler comment l'idéologie participationniste du fascisme résidait dans la volonté d'implication du citoyen dans l'engrenage de l'État, par l'intermédiaire de la suppression du corps électoral et en faveur de la représentation du « peuple organisé ». Avec un legs important et de longue durée pour l'État italien : l'immixtion des intérêts privés dans la machine publique, qui n'a rien eu à voir avec le processus de reconnaissance et d'introduction dans la sphère politique des réseaux d'intérêts privés que Tilly voyait à juste titre comme un puissant mécanisme de démocratisation (*Democracy*, Cambridge University Press, 2007).

Les implications des analyses developpées demeurent cependant peu explicitées aussi bien que déconnectées du débat en cours dans les sciences sociales et politiques sur l'État. Une discussion plus directe des développements les plus récents de ce débat aurait pu valoriser les apports de l'ouvrage. Mais, c'est un travail qui reste à faire. En fait, les conclusions méthodologiques de l'ouvrage de Cassese font rejaillir toute l'importance des questions qu'il pose. « Sans une stricte intégration de l'étude des contextes et des époques, des facteurs sociaux et politiques, des normes, il n'est pas possible de reconstruire un cadre d'ensemble et de comprendre les mots et les réalités, les hommes et les institutions, les textes et les contextes du corporatisme fasciste. » (p. 154). Cette dernière phrase du livre dessine un programme pour d'autres recherches à venir.

Tommaso Vitale

Centre d'études européennes
Sciences Po